

Dossier extrait de la revue
Recherches contemporaines
N°5, 1998-1999.

Matériaux
pour l'histoire du
Rassemblement des Gauches Républicaines

Dossier coordonné par Éric DUHAMEL

Recherches contemporaines publie un dossier sur le Rassemblement des Gauches républicaines (RGR) qui rassemble des contributions de nature différente. Une édition de texte en premier lieu : les notes politiques inédites de Pierre de Léotard, député RGR de la Seine de 1951 à 1958. Assorties d'un appareil critique et précédées d'une introduction, elles constituent la pièce centrale du dossier, complété par une présentation du RGR ainsi que des petits partis qui ont adhéré à cette formation.

Ont participé à l'élaboration de ce dossier

- François Audigier, professeur agrégé d'histoire à l'université du Pacifique
- Noëlline Castagnez-Ruggiu, professeur agrégée d'histoire à l'IUFM de Versailles
- Éric Duhamel, maître de conférences à l'université Paris X-Nanterre.
- Gilles Le Béguec, professeur à l'université Paris X-Nanterre et directeur du Centre d'histoire de la France contemporaine.
- Jean-Paul Thomas, professeur agrégé d'histoire, professeur de classes préparatoires.

PRÉSENTATION DES "SOUVENIRS POLITIQUES" DE PIERRE DE LÉOTARD

Éric DUHAMEL

Pierre de Léotard, comme Louis-Philippe, aurait pu écrire à la rubrique "motifs qui me déterminent à écrire des mémoires : tendance des opinions et des habitudes vers le système démocratique" ¹. Car tel semble bien être l'origine des réflexions politiques qui ont orienté la vie publique de l'auteur du document que nous publions ici. Le rapprochement entre Louis-Philippe, roi des Français, et Pierre de Léotard, simple parlementaire, serait incongru si ce dernier ne s'était intéressé tout particulièrement à la monarchie de Juillet dans laquelle il voyait une tentative d'adaptation de la *tradition* à la *modernité*. En ce qui concerne la première moitié du 20^e siècle, l'enjeu s'est déplacé. Il ne s'agit plus de *couronner* la Révolution française par le gouvernement de la bourgeoisie mais d'imaginer les moyens du politique à l'ère des masses. Or, comme Louis-Philippe, Pierre de Léotard a été élevé dans une tradition politique qui s'est révélée inadaptée à son époque pour peu qu'il eût souhaité y jouer un rôle.

Né en 1909, journaliste, collaborateur d'Edmond Barrachin puis du colonel François de La Rocque, député de la Seine de 1951 à 1958, Pierre de Léotard a rédigé à la fin de sa vie des souvenirs ou, pour être plus précis, une ébauche de souvenirs. La maladie lui a interdit, non seulement d'achever, mais aussi de reprendre l'ensemble du texte ainsi qu'il en avait l'intention. Des fragments de textes rédigés à des périodes antérieures et conservés dans ses papiers personnels témoignent de l'écart qui existe entre le texte qui est proposé ici et ce qu'il aurait pu être si Pierre de Léotard avait disposé de la durée pour mener à bien ce travail. En d'autres termes, les Souvenirs politiques que nous publions n'ont ni la qualité d'écriture ni le niveau de réflexion auxquels Pierre

1. Fac-similé des notes préparatoires à la rédaction de ses mémoires publié dans Louis-Philippe, *Mémoires, 1773-1793*, t. 1, Paris, Plon, 1973, non paginé [340 p.]

de Léotard était capable d'accéder. Fallait-il pour autant négliger ce texte inachevé et inférieur à ce qu'il aurait pu être ? Nous ne l'avons pas pensé car les souvenirs de Pierre de Léotard présentent un intérêt qui dépasse de beaucoup l'érudition anecdotique. Les mémoires des hommes politiques, surtout quand ils n'ont pas eu un destin national, sont le plus souvent utilisés pour nourrir une collection d'exemples ou, dans le meilleur des cas, dans une perspective prosopographique. Certes, les souvenirs de Pierre de Léotard pourraient être utilisés de la sorte. Il restitue - le mot est trop fort - les principales étapes d'une vie et offre des jugements sur les hommes, les événements et les circonstances d'une époque qui couvre en fait la période allant des années 1920 aux années 1950 (les souvenirs de Pierre de Léotard ne vont pas au-delà de son premier mandat de député). Mais nous invitons le lecteur à faire un autre usage de ce texte. C'est dans ce que le singulier nous apprend du collectif et dans ce que le collectif nous fait saisir de ce qu'il y a de spécifique dans l'itinéraire de Pierre de Léotard que réside à nos yeux l'intérêt de ce document et qui est à l'origine de sa publication¹. En d'autres termes, et plus simplement, ce document vaut au-delà de la vie de l'auteur par ce qu'il nous révèle - parfois à son insu - de l'inscription d'un homme dans un espace politique en cours de mutations rapides. Ce texte ne contient aucune révélation, au sens journalistique du terme, et ne bouleverse pas notre connaissance du 6 février 1934, du colonel de La Rocque ou du PSF, encore que, sur ces deux derniers points, son témoignage ne soit pas superfétatoire. En revanche, il enrichit notre connaissance moins d'une période qui serait réduite à une succession d'événements (ce qui renverrait à la question : qu'a fait ou pensé l'auteur à tel ou tel moment ?) que de l'histoire du politique pour ce qui concerne quelques-uns de ses niveaux d'analyse².

En premier lieu - nous le citons en premier car ce niveau aujourd'hui bien étudié par les historiens pose moins de difficultés que les autres - celui de la formation d'un jeune homme qui est attiré par la vie politique et la question, à la fois connexe et consubstantielle, de son entrée dans le champ politique central³. Un autre niveau peut être isolé : celui de la définition des modalités pratiques de la démocratie, entendue par Pierre de Léotard comme le régime correspondant à l'avènement de l'ère des masses. Ce niveau de préoccupation, qui n'est pas sans

1. Marcel Gauchet semblait regretter, dans un numéro récent du *Débat*, que les historiens ne publient pas suffisamment de sources ("Une partie du travail des historiens consistent (ou devrait consister) dans la publication de sources", écrit-il dans "L'élargissement de l'objet historique", *Le Débat*, janvier-février 1999, n° 103, p. 144). Nous ne pouvons que souscrire à cette remarque. Pour autant, les historiens - et notamment contemporanéistes - négligent moins cet aspect de leur travail pour son caractère parfois fastidieux que parce qu'ils ne disposent pas toujours des supports éditoriaux. D'où la nécessité de préserver l'existence de revues universitaires ouvertes aux travaux d'érudition qui ont nécessairement une audience limitée. Or, de ce point de vue, l'histoire contemporaine en France est moins bien lotie que l'histoire médiévale par exemple.

2. Nous laissons de côté l'approche anthropologique et celle qui relèverait de la "micro-storia".

3. Nous désignons par champ politique central celui qui est caractérisé par la conquête des mandats parlementaires et la compétition pour la dévolution des fonctions ministérielles.

relations avec le précédent, pose des problèmes redoutables qui ne peuvent être élucidées dans les limites de cette courte présentation, ni même peut-être dans plusieurs volumes. La définition du mot *démocratie* n'est pas le moindre, d'autant que Pierre de Léotard accepte la démocratie et tente de mettre son action en conformité avec ses enjeux et ses règles sans pour autant se conformer à la tradition républicaine dominante¹. Nous reviendrons sur ce point important à l'occasion de sa présence au PSF.

La formation d'un aspirant au métier politique.

Le vidame Pierre de Léotard appartient à une famille de la noblesse du sud-ouest de la France². Durant deux siècles, elle vécut en Guadeloupe près de Sainte-Rose où il existe toujours un quartier Léotard. Comme planteurs, les Léotard commercialisaient le "Rhum Léotard".

De mauvaises affaires les contraignent à revenir en métropole en 1923. Ainsi qu'il l'indique dans ses notes, Pierre de Léotard n'était orienté vers la politique par aucune tradition familiale. Son grand-père avait été maire d'une petite commune mais sans que cette fonction ait eu valeur d'engagement politique. Par inclination, le jeune Léotard s'intéressait à l'analyse des résultats électoraux. Le choc de la victoire du Cartel des gauches en 1924 a opéré la cristallisation d'une ambition désormais clairement formulée : faire de la politique. L'ébranlement de 1924 - la défaite des "nationaux" et la victoire de la gauche - le convainc, comme il l'écrit, que "tout se jouait au parlement et par voie électorale". Cette constatation va orienter son action. Ce qu'il y a de notable dans l'itinéraire personnel de Pierre de Léotard, eu égard à sa tradition familiale de monarchiste de regret, c'est la prise de conscience, à quinze ans, de la prévalence du nombre comme force politique. En 1924, il découvre que dans une démocratie, les ruptures politiques viennent aisément des élections. Ce constat

1. Nous préférons ce terme à celui de "culture républicaine". Sans reprendre ici les débats nombreux et récurrents sur la pertinence de ce terme, nous pensons, qu'indépendamment de sa valeur heuristique, il a l'inconvénient d'occulter le fait que cohabitent au même moment différentes sensibilités républicaines. Ce qui est parfois appelée "culture républicaine" est l'une de ces sensibilités, dominante, encore qu'on ne puisse faire l'économie de démontrer qu'elle est "dominante" à la fois numériquement par le nombre de Français(es) qui la font vivre et par les valeurs, représentations et présence au monde qui la constituent. Le risque d'identifier la culture républicaine à cette seule sensibilité pourrait être de dénier à ceux qui abritent une autre sensibilité républicaine le qualificatif de républicain...

Après la rédaction de ces lignes, a été publié un ouvrage collectif sur la culture politique : Serge Berstein (dir.), *Les cultures politiques en France*, Éd. du Seuil, 1999. Serge Berstein écrit, dans l'introduction, que la notion de culture politique est utile pour comprendre les "motivations socioculturelles du phénomène politique" (p. 31). Nous souscrivons à cette analyse. Mais elle est d'une utilité moindre pour penser le "fonctionnement" du politique.

2. L'acte de naissance indique qu'il est né le 6 juillet 1909 à 6 heures du matin de Louis de Léotard, représentant de commerce, et de Marie-Thérèse de Montalembert de Cers. Assemblée nationale, Service des archives, dossier individuel Pierre de Léotard.

est gros de conséquences. Non seulement, Pierre de Léotard témoin abasourdi de la force du suffrage universel (masculin), accepte la démocratie en ce que la souveraineté appartient au peuple, mais aussi le suffrage universel. Mieux qu'un coup de force, les élections peuvent, doivent, orienter les citoyens vers la désignation d'une véritable élite politique. Reste alors à trouver les moyens d'orienter le vote dans la bonne direction et de se positionner personnellement comme l'un des destinataires des suffrages. Les élections de 1924 – on imagine mal aujourd'hui l'ébranlement que les résultats ont suscité – ont donc été l'événement fondateur de l'engagement de Pierre de Léotard en politique¹.

Ainsi, s'explique la place importante que le mémorialiste accorde aux élections à Bordeaux et en Gironde, parce qu'il y réside, mais aussi parce que la personnalité exceptionnelle de Georges Mandel leur donne une dimension spécifique. Celui-ci, élu député en 1919 à la tête d'une liste qui associait des candidats de la droite modérée et du centre gauche – préfiguration du RGR ! – ne parvint pas à maintenir l'unité des droites. Aussi, se présentèrent-elles en ordre dispersé en 1924 quand les gauches font montre d'une plus grande unité². Ce cas d'école avait de quoi nourrir la réflexion d'un jeune homme féru d'arithmétique électorale. Pierre de Léotard en tira la conclusion de la nécessaire unité des droites à travers un cartel électoral propre à éviter la multiplicité de candidatures qui viseraient le même segment électoral et, ultérieurement, l'intérêt qu'il y aurait à mettre en place un parti politique qui exercerait une domination sur son camp et assurerait la formation et la sélection des candidats et des élus.

Le texte de Pierre de Léotard illustre aussi la difficulté moins de l'engagement que de l'entrée en politique. Ainsi qu'on pourra en juger, la socialisation politique de l'auteur s'est opérée dans un cadre familial qui n'était pas propice. Sa famille réverbère une image négative de la politique en général et n'est pas loin de considérer que *faire de la politique* est inconvenant. Si le poids familial ne l'a pas détourné de sa vocation, car on sait que la socialisation politique répond à d'autres lois qu'à celle du pur déterminisme, il l'a conduit, ainsi qu'il l'écrit, à " tâtonner ". Il dut chercher par ses propres moyens, et dans une grande solitude, le moyen de s'introduire dans le champ politique. Ni parent, ni ami, ni tradition familiale, ni solidarité d'école n'était à sa disposition. En terme de capital social, Pierre de Léotard disposait de ressources modestes même si elles n'étaient pas inexistantes : un nom à défaut d'une aisance

1. Ajoutons que l'effet des élections de 1924 a probablement été renforcé par l'éloignement géographique de Pierre de Léotard. De retour en métropole en 1923, les élections de 1924 sont les premières auxquelles il peut assister directement. La cristallisation s'est faite à l'âge où un enfant, à partir d'une analyse de plus en plus personnalisée de la politique, construit au politique un rapport qui lui est propre. Voir Annick Percheron, *La socialisation politique*, Paris, A. Colin, 1993, p. 37.

2. A ce sujet, se reporter à la note 9 des souvenirs de Pierre de Léotard, désormais désignés sous les lettres SPdL.

financière, une aisance sociale à défaut d'une fréquentation du milieu politique. Son entrée en politique fut grandement facilitée par une prise de conscience précoce que la politique est un métier qui stipule un apprentissage de règles spécifiques. A la lecture de ses souvenirs, on pourrait croire que Pierre de Léotard a lu Max Weber et Pierre Bourdieu tant sa trajectoire est décrite de telle façon qu'elle épouse leur analyse de l'acteur rationnel et de sa posture dans un champ politique. Ainsi, ce que Léotard dit des difficultés pour entrer dans le jeu, des ressources (il parle de "qualités") nécessaires pour y parvenir et s'y maintenir, de la lutte pour décrocher un mandat, de son positionnement par rapport aux autres acteurs justifierait amplement la publication de ce texte. Entrer, concourir, gagner, préserver : ainsi se définit, en partie seulement¹, la réalité de la profession politique.

Quel itinéraire Pierre de Léotard a-t-il emprunté pour accéder à la compétition politique ? Trois filières principales d'accès à la profession politique sont traditionnellement isolées : la carrière notabiliaire locale, la filière militante, l'accès direct au centre (souvent par le passage dans un cabinet)². Pierre de Léotard a privilégié les deux dernières avec plus ou moins de bonheur mais toujours avec méthode³. En entrant dans l'entourage de François de La Rocque, il se situe au centre du dispositif PSF, même s'il y occupe une place à l'origine modeste. C'est donc la " filière militante" qui s'est révélé la plus efficace. Entrer en politique et prendre parti sont en l'espèce et en ce qui le concerne étroitement liés.

L'itinéraire politique d'un homme n'est pas gouverné par ses seuls choix rationnels mais aussi par des choix qui tiennent compte des circonstances et du hasard. Les circonstances de l'entrée en politique de Pierre de Léotard sont dominées, non seulement par les élections de 1924, mais aussi par la condamnation de l'Action française en 1926. Ainsi qu'il le suggère, elle le détourne d'un engagement qui aurait pu être le sien s'il avait appartenu à une génération antérieure. Sa génération, qui arrive à l'éveil politique au milieu des années 1920, est contemporaine de la création de nouvelles ligues d'extrême droite qui, quoique et parce que voisines de l'Action française, sont en concurrence avec elle, ne serait-ce que par le fait d'exister. Ainsi, selon sa propre expression, Pierre de Léotard se " retrouve"-t-il aux Jeunesses Patriotes, mouvement qui a été fondée par Pierre Taittinger pour répondre précisément à la victoire du Cartel des Gauches. Malheureusement, Pierre de Léotard ne nous

1. Nous n'oublions pas que l'essentiel est le *gouvernement* des hommes...

2. Voir Michel Offerlé, "Entrées en politique, apprentissages et savoir-faire", *Politix*, n° 35, 1996, p. 3. Voir aussi la typologie raffinée de Gilles Le Béguec dans *L'entrée au Palais Bourbon : les filières privilégiées d'accès à la fonction parlementaire, 1919-1939*, thèse de doctorat, Université Paris X, 1989.

3. Du moins si on en juge à la lumière de ses souvenirs. La rédaction de mémoires implique toujours une part de reconstruction-justification. La consultation des papiers de Pierre de Léotard et la reconstitution de son itinéraire valident la présentation qui en est faite.

dit rien des raisons pour lesquelles il ne crut pas devoir y rester. S'était-il senti mal à l'aise dans un mouvement aux méthodes et aux discours musclés ? C'est possible car Pierre de Léotard est en la matière modéré. A-t-il assez vite compris que la position marginale, et assumée, des JP lui interdisait d'obtenir ce qu'il cherchait, une entrée dans la compétition électorale. C'est probable. Des JP, Pierre de Léotard passe à la Jeunesse française républicaine, les jeunes de l'Alliance démocratique, qui se révéla être la bonne clef d'entrée.

Pour comprendre, l'itinéraire hésitant de Pierre de Léotard de la droite radicale¹ à la droite modérée, il est utile de préciser que dans le même temps il cherche à parfaire sa formation d'aspirant à la profession politique. Non seulement il a appartenu à la Conférence Molé-Tocqueville, conférence d'éloquence parlementaire², mais aussi au Centre de propagande des Républicains nationaux. Ainsi qu'il le rapporte dans ses souvenirs, Pierre de Léotard avait suivi avec attention en 1926 l'élection partielle de Paris qui s'était soldée par la défaite de Paul Reynaud et de Henri de Kerillis. La faiblesse de l'organisation des modérés, tout particulièrement face au Parti communiste, avait été manifeste. A l'issue de ce scrutin, Paul Reynaud et Henri de Kerillis visitèrent l'école d'orateurs du Parti conservateur britannique à Northampton. De retour à Paris, Henri de Kerillis fonda le CPRN³ qui a bien des égards est une préfiguration du RGR⁴. La rencontre de Pierre de Léotard avec le fondateur du Centre de propagande a été une expérience marquante. Le moyen de maîtriser un certain nombre de techniques et de savoir-faire lui était enfin offert⁵. Le CPRN proposait trois séries de cours : un cours de formation politique donnée par Henri de Kerillis lui-même, un cours de diction donné par un pensionnaire de la Comédie française et un cours de réunion publique donnée par Emile Bergeron, professeur au Collège libre des sciences sociales. Le CPRN avait des cours décentralisés en province et celui de Bordeaux, animé par l'avocat Nicolaï, était particulièrement actif. Peut-être est-ce ainsi que Pierre de Léotard fut conduit à s'inscrire au CPRN. Il en fut même un temps salarié. Le Centre de propagande était à la confluence de nombreuses organisations allant de la droite radicale au centre droit. Gilles Le Béguec note qu'il existait une légère osmose entre le Centre et les Jeunes des Jeunesses Patriotes. Encore que la chronologie soit imprécise, il y a lieu de rappeler que c'est après avoir rejoint le Centre que Pierre de Léotard s'est engagé aux Jeunesses Patriotes. Est-ce par le truchement

1. Il ne s'agit bien évidemment pas de la droite du parti radical mais de la droite qui combat "radicalement" le régime de la IIIe République.

2. Voir à ce sujet Gilles Le Béguec, "Les circuits de formation du personnel politique" dans S. Berstein et P. Milza, *Axes et méthodes de l'histoire politique*, Paris, PUF, 1998, p. 305-306.

3. Sur Henri de Kerillis voir Jean-Yves Boulic, Anne Lavaure, *Henri de Kerillis : l'absolu patriote*, Rennes, PUR, 1997, 271 p. Sur le CPRN, se reporter à Gilles Le Béguec, *art. cit.*, p. 307-308, 312.

4. Voir notre présentation du RGR, p. 287 et suiv.

5. Voir SPdL, note 23.

du CPRN ? Probablement. De même, il est vraisemblable que la plate-forme – au sens ferroviaire du terme – que constituait l'organisation de Henri de Kerillis a placé le jeune Léotard sur la voie des Jeunes de l'Alliance Démocratique. Le choc de 1924 est là aussi à l'origine de cet engagement comme il avait été à l'origine de l'initiative prise par Pierre Taittinger de créer les JP. Et c'est probablement en se frottant aux autres membres du Centre que Pierre de Léotard se convainc de la nécessité de parfaire sa formation à l'École libre des Sciences politiques, école qu'il rejoint en 1933. Il a alors vingt-quatre ans. C'est un âge avancé pour un élève qui n'a pas suivi jusqu'alors la moindre étude supérieure. Démuni de ressources personnelles, il avait travaillé pour gagner sa vie dans des maisons de commerce. Mais, conscient que cette occupation le détourne de son vrai but, il « tâte » au journalisme, sans grand succès sûrement, mais avec profit pour l'avenir assurément. A Paris, il collabore au *Journal*, journal fondé par Léon Bailby qui est alors considéré comme un patron talentueux¹. Là encore, cette expérience doit être comprise comme une tentative de pénétrer le champ politique. Pierre de Léotard raconte comment un article maladroit sur un fait de société mit un terme rapide à cette collaboration.

C'est donc un Pierre de Léotard qui a le sentiment de n'avoir guère progressé dans le chemin de l'entrée en politique qui découvre l'École libre des Sciences politiques où il espère trouver dans la section générale une formation utile à sa vocation. De 1933 à 1935, il suit notamment les cours d'André Siegfried, d'Élie Halévy² et de Joseph Barthélémy. Il se passionne pour l'histoire des régimes parlementaires qu'enseigne ce dernier ainsi que pour les cours d'histoire diplomatique. Il obtient des notes tout à fait convenables qui le place onzième de sa promotion³. René Pinon qui donne un cours sur l'Europe contemporaine lui propose alors de faire une thèse sur la crise des Balkans mais il décline cette proposition⁴. Au cours de sa scolarité, Pierre de Léotard a pu

1. Voir dans SPdL, note 36.

2. Nous avons retrouvé dans les papiers personnels de Pierre de Léotard les notes qu'il a prises sur le deuxième cours donné par Elie Halévy sur l'histoire du socialisme européen. La séance du 14 novembre 1935 fut consacrée à Robert Owen. Si on compare les notes de Léotard au texte établi, *post mortem*, par d'anciens élèves et amis d'Elie Halévy, on observe que la biographie de Robert Owen avait fait l'objet à l'oral d'un plus long développement. Élie Halévy, *Histoire du socialisme européen, rédigée d'après des notes de cours par un groupe d'amis et d'élèves*, Paris, Gallimard, 1948, p. 30 sq.

3. Ces renseignements sont tirés de la consultation de son dossier individuel conservé par l'Institut d'Études politiques de Paris. Paul Matter qui l'interroge sur son cours d'histoire constitutionnelle de l'Europe lui attribue la note de 19,5/20 avec ce commentaire : "Excellent examen, très brillant." Les annotations sont en général flatteuses pour les cours, à l'exception des enseignements techniques (finances publiques et organisation administrative). A. Rivaud sur le cours " Idées politiques en Allemagne" a cette appréciation : "Pas beaucoup de notions précises", mais lui donne la note de 13/20. Les archives personnelles de Pierre de Léotard contiennent des notes de cours, notamment celles prises sur le cours de Joseph Barthélémy, une présentation chronologique assez précise des régimes européens contemporains. Voir aussi SPdL.

4. René Pinon, spécialiste des relations internationales, a écrit de nombreux livres sur l'Empire ottoman et la Turquie. Il est l'auteur notamment de *L'Europe et l'Empire ottoman*, Paris, Perrin, 1917, 603 p., et de *Histoire diplomatique 1515-1928*, Paris, Plon, 1929, 647 p.

croiser les futurs députés Jean-Paul David, Jean Legaret, François Mitterrand – qui ont appartenu au RGR –, Lionel de Tinguy de Pouët, Pierre Baudis, Diomède Catroux, Denys Cochin, Joseph Biaggi ou bien encore Michel Druon. Il a été le contemporain d'hommes et de femmes qui ont fait des carrières politiques ou administratives sous les IV^e et V^e Républiques : Francis de Baecque fut le secrétaire général de l'Élysée sous la présidence Coty, Jacques Cruchon, directeur de cabinet de René Pleven, Françoise Dissard, collaboratrice de Claudius-Petit, Roger Goetze, directeur du Budget, Louis de Guiringaud et Stéphane Hessel, ambassadeurs de France, Maurice Papon et Paul Delouvrier préfets, Jean-Michel Quintard, directeur de cabinet de Gaston Monnerville, etc.¹. Malheureusement, les souvenirs de Pierre de Léotard ne nous disent rien des rencontres qu'il a pu faire à Sciences Po.

Profession : politique

Quand Pierre de Léotard quitte la rue Saint-Guillaume en 1935, à quelle sensibilité politique appartient-il ? Il y a lieu d'examiner ici cette question au moment où il va s'engager plus directement dans le combat politique. Ainsi qu'on a pu en juger, il ne semble pas avoir été tenté par un engagement au sein de l'Action française. Sa "modération" l'en détourne peut-être et son âge, assurément. Il appartient à une génération sur laquelle les nouvelles ligues voisines et concurrentes de l'Action française exercent une attraction importante. Monarchiste de cœur et de tradition, républicain de raison, Pierre de Léotard estime que le temps de la monarchie est passé. Dans une composition sur "le régime de l'Ordre moral" écrite rue Saint-Guillaume en 1935, il note : "Quelles furent les caractéristiques de l'Ordre moral ? Un coup de barre à droite, répondrait-on aujourd'hui, en réalité la *dernière tentative*² faite par les conservateurs alors en possession du pouvoir afin de maintenir les traditions religieuses et morales du pays, et de restaurer la monarchie.³". Pierre de Léotard accepte de fait la République. Il ne faut pas en inférer qu'il adhère à la forme qu'elle revêt alors. On a vu qu'il s'était "retrouvé" aux Jeunesses Patriotes par capillarité avec le CPRN puis à la Jeunesse Française Républicaine, c'est-à-dire chez les jeunes de l'Alliance démocratique qui, depuis le 6 février 1934, étaient plus à droite que leurs aînés⁴. Or, c'est par l'intermédiaire de l'Alliance

1. FNSP, Archives du Centre d'Histoire de l'Europe au Vingtième siècle (Chevs), 1SP13e et 1SP13f, registres des années 1933-1934 et 1934-1935.

2. C'est nous qui soulignons.

3. Dossier individuel de Pierre de Léotard. Archives de la FNSP.

4. Il n'a pas été possible de déterminer la date d'entrée de Pierre de Léotard aux Jeunesses de l'Alliance. Il aurait été intéressant de savoir si elle était antérieure ou postérieure au 6 février 1934, c'est-à-dire à leur "radicalisation". Sur les jeunes de l'Alliance démocratique, voir la communication de François Audigier, "Les jeunes de l'Alliance, la relève des modérés ?", *Les modérés dans la vie*

démocratique que Pierre de Léotard voit, enfin, s'ouvrir la porte de la politique active. Il y fait, en effet, la connaissance de Robert Bruyneel qui avait été le sous-chef de cabinet du ministre de la Marine, François Piétri¹. Le beau-fils de ce dernier, Edmond Barrachin, qui avait été élu député de Sedan en 1934, cherchait un collaborateur pour prendre en charge le journal, *Sedan Régional*, qu'il avait lancé pour soutenir sa position locale. Pierre de Léotard fit l'affaire. Son expérience au *Jour* et dans d'autres journaux, ainsi que son passage par Sciences Po, en faisait un candidat idéal. On lira dans ses souvenirs ce qu'il dit de son travail et de ses relations avec Edmond Barrachin. Il est probable que la rupture de son premier patron politique avec le colonel de La Rocque à l'issue de la seconde guerre mondiale n'est pas pour rien dans les propos sévères qu'il tient à son sujet. Pierre de Léotard est réservé à l'égard d'un homme qu'il présente volontiers sous les traits d'un Parisien mondain qui ne sacrifiait pas suffisamment aux rites de l'élus d'arrondissement. Pour autant, s'il est difficile d'évaluer l'influence de ce dernier sur son collaborateur, il est bon de noter que cette collaboration fut décisive. Pour la première fois, Pierre de Léotard, après avoir fréquenté tant de lieux de formation², fait un travail pratique de militant politique et, surtout, il approche et travaille avec un homme politique parmi les plus brillants de sa génération qui aurait pu avoir une carrière accomplie s'il avait consenti à sacrifier quelques plaisirs immédiats. Battu en 1936, Edmond Barrachin accepte de prendre la direction du bureau politique du Parti social français du lieutenant-colonel de La Rocque. La transformation du mouvement Croix de Feu en un parti politique légaliste, qui se propose d'arriver au pouvoir par la voie électorale, justifie ce choix. La Rocque a besoin d'un homme rompu à l'analyse électorale et politique et qui a le sens de ce que doit être une grande formation partisane. Edmond Barrachin dispose, en outre, d'un vaste éventail de relations dans la droite modérée, ne serait-ce que par l'entremise de son beau-père. L'arrivée d'Edmond Barrachin au PSF donne à la vie de Pierre de Léotard une nouvelle orientation et un nouveau rythme. Désormais, il attache son destin personnel et politique à la personne du colonel de La Rocque, personnage étonnamment charismatique qui suscite des fidélités souvent irrévocables. Pierre de Léotard, certes à un niveau modeste mais au cœur du dispositif, est le témoin de la constitution d'un parti qui se veut moderne en ce qu'il se propose de s'adapter aux conditions nouvelles de la politique qu'impose "l'avènement des masses". La politique change alors d'échelle. Il n'y a pas lieu de résumer ici

politique française de 1870 à 1965, colloque de Nancy, 1997, à paraître. On se reportera aussi aux travaux de Rosemonde Sanson et notamment "L'Alliance républicaine démocratique", dans J.F. Sirinelli (dir.), *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe siècle*, Paris, PUF, 1995, p. 48-53.

1. Pierre de Léotard avait rejoint le comité directeur de la JRF en janvier 1935. Voir François Audigier, *op. cit.*

2. Cinq au total : la conférence Molé-Tocqueville, le CPRN, les JP, la JRF, Sciences-Po sans compter le journalisme.

l'histoire du PSF mais de s'interroger sur l'idéologie qui était celle de Pierre de Léotard en 1935 lorsqu'il entre au PSF, parti " fasciste" pour ses adversaires de gauche¹, " vendu" pour ses adversaires de l'extrême droite², parti qui relève plus précisément de la tradition bonapartiste s'il fallait le classer dans les trois droites de René Rémond³. Pierre de Léotard était à la recherche, du moins si on juge par ses attaches successives, d'une affiliation partisane qui se situerait aux frontières, du reste assez floues et poreuses, de la droite radicale et de la droite modérée. A cet égard, le PSF lui convient. Outre le fait qu'il y trouve un chef qu'il juge digne d'admiration et de dévouement, Pierre de Léotard y voit ses analyses confirmées et/ou révélées. Selon René Rémond⁴:

" Le PSF avait modifié le comportement d'un secteur de l'opinion jusque là réservé à l'égard des pratiques de la démocratie électorale, il l'a arraché à un antiparlementarisme stérile, il l'a familiarisé avec certaines idées, réconcilié avec la société moderne, et lui a appris l'organisation collective."

Pierre de Léotard n'écrit-il pas dans ses souvenirs :

" Kerillis, c'était le salut par les élections et par l'information de l'électeur. Les Croix de Feu, c'était le salut par l'affirmation d'une force populaire organisée".

L'adhésion de Pierre de Léotard au type du régime représentatif qui date, selon ses souvenirs, de 1924, lui a-t-il été révélé par son passage au PSF ou était-il auparavant déjà clairement formulé ? Était-il dans cette disposition d'esprit plus ou moins consciemment avant d'entrer au PSF ? Il est impossible de trancher. En revanche, il n'est pas inexact de penser que son appartenance au PSF a renforcé sa sensibilité, non pas bonapartiste, mais orléaniste. Un orléanisme adapté aux circonstances du Vingtième siècle.

1. La majorité des historiens estiment que le PSF n'est pas un parti *fasciste* et nous partageons cette analyse. Pour autant, cette communauté de point de vue ne doit pas nous faire considérer la question de la nature du PSF comme définitivement réglée. Le politiste Michel Dobry, dans un article sur le 6 février 1934, a bien vu la difficulté mais, tout en récusant les définitions données par les historiens, se garde de qualifier le PSF (Voir Michel Dobry, "Février 1934 et la découverte de l'allergie de la société française à la "Révolution fasciste", *Revue française de sociologie*, XXX, 1989, p. 511-533, p. 527). Cet article n'a pas rencontré chez les historiens l'écho qu'il aurait mérité. Peut-être certaines formulations inutilement maladroites à l'égard de " nos historiens " l'ont-ils desservi ? Pour autant, cette analyse critique de la démarche des historiens aurait mérité une lecture... critique. Cet article se propose de démontrer les limites de la " thèse immunitaire " (la France aurait été préservée du fascisme par la prégnance de culture républicaine). Toutes les remarques de Michel Dobry ne sont pas fausses, notamment le danger de la démarche étiologique, mais on peut regretter qu'il ne soit pas passé des considérations méthodologiques à une étude par exemple du 6 Février ou de la droite radicale. Ce qu'il propose comme alternative à la démarche des historiens – mais il n'y a ni une seule démarche ni un groupe homogène d'historiens – pour l'analyse des crises peut être rapprochée de ce que nous appelons "l'histoire situationnelle", ainsi que nous avons essayé de le démontrer par une lecture croisée du livre de Michel Dobry sur les crises et de celui de René Rémond sur Mai 1958. Voir Éric Duhamel, " 1958, la fin de la mal-aimée", dans Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli (dir.), *La France d'un siècle à l'autre, 1914-2000. Dictionnaire critique*, Paris, Hachette, 1999, p. 70 et suiv. Voir aussi Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la FNSP, 1992, 319 p. et René Rémond, 1958. *Le retour de de Gaulle*, Bruxelles, Éd. Complexe, 1983, 213 p.

2. Pierre de Léotard consacre un long développement à l'affaire des fonds secrets.

3. Voir René Rémond, *Les droites en France*, Paris, Aubier, 1982, p. 211 et suiv.

4. *Ibidem*, p. 215-216.

Pierre de Léotard a beaucoup travaillé, et à plusieurs reprises¹, lorsque son activité politique était moins dense, à une biographie de François Guizot. Pour ce faire, il a lu des biographies consacrées à ses contemporains (Odilon Barrot, le duc de Broglie, Charles de Rémusat, les doctrinaires, etc.) ainsi que les mémoires de Guizot dont il a extrait des citations, ensuite classées dans des dossiers qui correspondaient aux chapitres du livre que, finalement, il n'a jamais écrit². Arrêter son choix sur Guizot et la monarchie de Juillet est riche de significations d'autant que la rédaction de biographies par les hommes politiques n'était pas encore devenue une industrie. Guizot exerce sur Léotard une fascination qui remonte sans doute aux années passées rue Saint-Guillaume. Celui-ci aurait aimé, comme le ministre de Louis-Philippe, mener de front une carrière politique, une œuvre d'historien et de réflexion. En l'absence du livre jamais rédigé – le projet gigantesque qu'il avait conçu n'était-il pas démesuré sans une solide formation universitaire d'historien et de philosophe ? – et en dépit des notes conservées, il est difficile d'affirmer avec certitude ce qui avait retenu dans l'œuvre et dans la vie de Guizot l'attention de Pierre de Léotard. Qu'aurait-il écrit par exemple sur la " lutte des classes " ou le conservatisme aveugle du Guizot président du Conseil des derniers mois du règne de Louis-Philippe ? On ne sait, mais les citations, nombreuses, qu'il a recopiées sur des feuilles fournissent des indications précieuses³. Si on veut bien admettre qu'il cherche dans l'histoire de la monarchie de Juillet des enseignements de nature à nourrir sa propre réflexion sur la société contemporaine, on peut supposer que *Du gouvernement de la France et du ministère actuel* (1820) ou bien encore *Des moyens de gouvernement et d'opposition dans l'état actuel de la France* (1821) ont dû retenir tout spécialement son attention. " Véritable manifeste du parti de la France nouvelle (...), écrit Pierre Rosanvallon, ce livre (*Des moyens de gouvernement...*) esquisse également, dans le mouvement même de son plaidoyer, les grandes lignes d'une nouvelle intelligence du politique.⁴ " François Guizot voulait convaincre la bourgeoisie que son temps était venu et qu'il fallait renoncer et même s'opposer au retour en arrière prôné par les Ultras. Pierre de Léotard estimait probablement que les classes moyennes étaient au 20^e siècle ce

1. La note la plus ancienne conservée dans ses papiers date du 12 janvier 1947. Jacqueline de Léotard se rappelle l'avoir vu travailler à "son Guizot" dans les années soixante. Certaines notes datent, en effet, de 1967.

2. Tous ces renseignements sont tirés de la consultation de ses archives personnelles. S'y trouvent au moins deux projets de plan dont le plus élaboré est ordonné en six chapitres : le philosophe de la politique, l'homme d'État (ou le soutien de la monarchie), l'éducateur, le sociologue, le chrétien, le diplomate. Le titre du livre aurait été : *La sagesse politique de Guizot*.

3. Des indications précieuses mais souvent imprécises car, si Pierre de Léotard recopie scrupuleusement les phrases sélectionnées, il ne note pas les références exactes du texte dont elles sont tirées.

4. Pierre Rosanvallon, "Guizot", dans *Dictionnaire des œuvres politiques*, F. Châtelet et alii, Paris, PUF, 1986, p. 301. Voir surtout son livre : *Le moment Guizot*, Paris, Gallimard, 1985.

que la bourgeoisie¹ était au 19^e siècle. Le PSF se voulait alors l'instrument de transformation de la société politique et d'encadrement de ces classes moyennes. De même que la monarchie de Juillet avait apporté par Guizot une réponse théorique à l'avènement de la bourgeoisie, dans l'entre-deux-guerres il fallait apporter une réponse pratique à l'avènement des masses. Par ailleurs, sur le plan personnel, la fréquentation de Guizot confortait ou facilitait son arrachement au légitimisme. Sa parenté avec le grand Montalembert² l'a conduit, au cours des années de formation, à se définir comme libéral de tradition orléaniste. Ce qui l'amène donc à accepter la Révolution française. L'idée de Guizot selon laquelle " les vrais moyens de gouvernement ne sont pas dans les instruments directs et visibles dans l'action du pouvoir. Ils résident au sein de la société elle-même et ne peuvent en être séparés" (1821) n'est pas pour déplaire à un membre du PSF, parti qui oriente une part considérable de son action en direction de la société. Cet enracinement dans la société ne doit pas être réduit à la seule satisfaction d'ambitions électorales mais, plus fondamentalement, elle commande l'organisation du politique³. Cet enracinement du politique dans le social – en fait l'enchevêtrement des deux – assez étranger à la tradition républicaine – est le fondement le plus important du mouvement PSF. Trop souvent, on a voulu voir dans le " primat du social" une affectation, une incompréhension du politique ou un refus de la politique. Si on veut bien juger ce mouvement en dehors des critères habituels, on constate qu'on fait ici fausse route. " Le social est ainsi à la fois objet et moyen du politique", commente Pierre Rosanvallon⁴. Il en va de même pour le mouvement PSF. Selon cette conception du politique, le gouvernement représentatif doit être placé entre les mains des plus capables, des *capacités*, aurait-on dit au 19^e siècle. Cette exigence nourrit la critique de Pierre de Léotard, du PSF et de beaucoup d'autres, adressée aux parlementaires de la 3^e République qui ne seraient pas les plus capables. Une nouvelle élite doit les remplacer.

Doit-on inférer de ce qui vient d'être dit qu'il existe une tradition orléaniste au sein du PSF ? Nous le pensons. Léotard, mais aussi Barrachin et probablement La Rocque à des titres différents y participent. Peut-être faut-il

1. François Guizot utilisait le terme de classes moyennes pour qualifier alors la bourgeoisie.

2. Voir SPdL.

3. Notons aussi que Pierre de Léotard avait relevé cette citation : "Ce que la France depuis 1789, à travers les vicissitudes de ses dispositions et de ses destinées, ce que l'Europe appelle de ses vœux confus mais obstinés, c'est le gouvernement libre. La liberté politique, c'est-à-dire l'intervention et le contrôle efficace des peuples dans leur gouvernement, c'est là le besoin et le travail, bruyant ou latent, de l'état social qui, depuis dix-neuf siècles, sous l'influence de la religion chrétienne et par le cours naturel de la civilisation moderne, s'est développé chez les nations européennes, et qui prévaut partout où elles portent leur esprit avec leur emploi." François Guizot, *Mémoires*, *op. cit.*, t. VIII, chap. XLIV.

4. *Ibidem*, p. 303.

chercher de ce côté son refus du coup de force¹. En ce qui concerne Léotard, la filiation est moins à chercher du côté du bonapartisme et du gaullisme que de l'orléanisme. Ainsi sera-t-il logiquement attiré par le giscardisme². On comprend mieux la possibilité pour Pierre de Léotard d'appartenir à la droite "orléaniste". Les assemblées délibératives exercent sur lui une réelle fascination. Ainsi, se sent-il à l'aise au PSF qui a choisi la voie parlementaire d'accession au pouvoir de préférence au coup de force. Mieux même, Pierre de Léotard fait l'éloge du parlementarisme. Des *Mémoires* de Guizot, il avait relevé cette phrase : "Le régime parlementaire est la conséquence naturelle comme l'instrument efficace du gouvernement libre."³

L'heure des choix

Pierre de Léotard, qui avait été baigné au PSF dans la mystique Croix de Feu, ne pouvait rester insensible à l'appel aux armes, en 1939. Pour passer outre la réforme qui le frappait, il signe un engagement volontaire. Démobilisé, il retourne auprès du colonel de La Rocque. Le déclenchement de la seconde guerre mondiale, puis la défaite franco-britannique lors de la première bataille de France cassèrent l'élan du PSF. Dès la déclaration de guerre, le colonel de La Rocque transforma le PSF en Progrès Social Français, mouvement confiné dans l'action sociale. Pierre de Léotard s'occupe, dans ce nouveau dispositif, plus particulièrement du Colis du Prisonnier.

La consultation des archives de Pierre de Léotard éclaire son attitude à l'égard de Vichy. Il soutient dans un premier temps le régime. Ainsi rédige-t-il un court article intitulé "Des hommes neufs", dans lequel il demande le remplacement des hommes de l'ancien régime – la 3e République – par des hommes neufs pour appliquer la politique du maréchal Pétain⁴. Une note de la même époque⁵, sur "Septembre 1870" mérite d'être citée intégralement pour ce qu'elle nous dit de l'état d'esprit de Pierre de Léotard à l'égard de la défaite de 1940⁶ :

1. En outre, un individu est, en général, le dépositaire de plusieurs influences dont la mixité lui donne son originalité.

2. On comprend mieux ainsi le différent qui oppose La Rocque au duc Pozzo di Borgo qui est lui représentatif de la droite "bonapartiste" du mouvement Croix de Feu-PSF. L'un et l'autre sont représentatifs de sensibilités qui ont cohabité à l'intérieur de ce mouvement.

3. François Guizot, *op. cit.*, t. VIII, chap. XLIX.

4. Cet article dactylographié de deux feuillets n'est pas daté. Soumis à lecture avant publication, il est ainsi annoté : "Ce n'est pas le moment d'aborder ces sujets. Le patron préfère que l'on 'change d'air !' ". Il est dommage que cette annotation, signée A.M., ne soit pas datée.

5. Probablement 1941 car elle est encadrée dans le dossier par des documents de cette année.

6. Le dossier d'élève de Pierre de Léotard rue Saint-Guillaume conserve une composition, déjà citée, en date du 27 juin 1935 sur "le régime de l'Ordre moral". On peut lire une préfiguration du texte écrit pendant l'occupation : "Au lendemain d'une guerre, où, d'abord trompée par ceux qui la dirigeaient, la France avait été envahie, vaincue et humiliée, les élections du 8 février 1871,

" Lorsque l'on compare l'inconscience avec lesquels les Français se jetèrent dans la guerre de 1870 et la légèreté avec laquelle ils entreprirent celle de 39-40, on ne peut que mettre en parallèle les mêmes causes et les mêmes effets : politique de facilité, absence de diplomatie traditionnelle, propagande sentimentale à l'étranger en faveur du principe des nationalités, préoccupations partisans, campagnes coupables auprès de l'opinion publique. La République et l'Empire, continuateurs de la Révolution, portaient en eux le germe de nos défaites non pas parce qu'ils s'étaient donné une constitution mauvaise en elle-même (n'était-ce pas une Assemblée nationale monarchiste qui l'avait votée en 1873 et 1875 ?), mais parce qu'elle piétina les traditions spirituelles et les principes diplomatiques qui firent la grandeur de notre patrie. Nous avons connu la défaite, parce que les élites n'ont eu ni le courage, ni l'intelligence, ni la volonté, de prendre la place des incapables qui s'improvisaient à la tête des gouvernements et au Quai d'Orsay."

Ainsi, comprend-on mieux comment un homme, qui se dit attaché au régime parlementaire avant 1940, accepte Vichy qui est la négation du parlementarisme. C'est moins le régime qui est en cause que les hommes qui l'ont servi et conduit, selon lui, à sa perte¹.

Autant qu'on peut en juger, il est anti-allemand, favorable au maréchal Pétain, disposé à soutenir son action et hostile à son entourage et à la politique que celui-ci mène en son nom. En d'autres termes, Léotard épouse le point de vue du colonel de La Rocque. Il est encore un homme jeune, impressionné – presque au sens photographique du terme – par le chef du PSF. Mais ses souvenirs suggèrent que ce ne fut pas sans difficultés. A mesure que les mois passent, il prend conscience des ambiguïtés et des contradictions qui résultent de la position, chaque jour plus difficile à tenir, de de La Rocque. Pierre de Léotard qui avait été si impressionné par la montée en puissance du PSF a du mal à comprendre les raisons pour lesquelles François de La Rocque n'en use pas en dehors de l'action sociale². Il ne fait pas mystère du malaise qu'a suscité l'attitude du colonel de La Rocque durant la seconde guerre mondiale. Léotard

envoyèrent siéger à l'Assemblée nationale une majorité conservatrice qui, après l'aventure et le chaos, représentait la tradition et l'ordre." – On rapprochera ce texte de celui écrit sous une forme plus littéraire par François Mitterrand en 1941, "Pèlerinage en Thuringe", et publié en 1942 dans *France, Revue de l'État nouveau*. On y trouvera la même condamnation du principe des nationalités, du traité de Versailles et des responsables de la 3e République.

1. Pierre de Léotard s'est-il senti moins démocrate en 1940 qu'en 1939 ? C'est possible. Il n'aurait pas été le seul. L'état de la documentation ne permet pas de trancher sur ce point. Chez lui, l'attrait pour le régime représentatif précède l'acceptation de la démocratie.

2. Il est hasardeux d'inférer de ses souvenirs qu'il aurait souhaité que le colonel lance le PSF dans la Résistance. En revanche, il regrette le gel du mouvement durant l'occupation. Sans doute, François de La Rocque voulait-il maintenir l'indépendance de son mouvement ainsi qu'il l'avait fait avant la guerre. Mais cette attitude attentiste, même si elle peut s'expliquer par le souci de préserver l'identité du mouvement dans une logique partitair, ne le mettait à l'abri, compte tenu des circonstances, ni des critiques ni du risque d'évaporation de ses membres. Nous avons retrouvé dans les papiers de Pierre de Léotard une attestation de Pierre Lemée, maire de Bretagne-de-Marsan (Landes) en date du 20 avril 1952, que voici : " Je, soussigné, Pierre Lemée, Maire de Bretagne de Marsan, Croix de Guerre 39-45 au titre de la Résistance, membre de la Commission d'homologation F.F.C. certifie que Pierre de Léotard, actuellement député de Paris, était pendant les années 1941 et 1942, porteur d'un faux Etat-civil délivré par mes soins et d'un Ausweiss allemand délivré par le Réseau Jade-Amicol dont j'étais le Chef Local. Je certifie également que Pierre de Léotard a utilisé à diverses reprises ces faux papiers pour franchir dans notre zone la ligne de démarcation pour le service du Réseau auquel il appartenait et après la suppression du dit Ausweiss, il a, à diverses reprises et par nos soins, franchi clandestinement la ligne de Démarcation. "

Notons que Pierre de Léotard ne dit rien dans ses souvenirs de sa participation au réseau Jade-Amicol.

s'étonne que La Rocque ait accepté le titre de chargé de mission et comprend mal l'attitude de La Rocque à l'égard de Vichy et du maréchal Pétain. Par loyauté à l'égard du "Patron", Pierre de Léotard a suivi ses consignes encore qu'elles le laissent perplexes. Le refus de "faire de la politique" quand la France est en guerre est une posture qui témoigne d'une totale incompréhension de la réalité de Vichy. Il est clair que le chef du PSF n'a pas pris la mesure du conflit mondial et guère compris la nature du régime de Vichy. Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler que jusqu'au bout – c'est-à-dire jusqu'à la condamnation à mort de Pétain –, La Rocque soutient Pétain tout en exprimant des réserves à l'égard de la politique suivie. En établissant cette distinction, La Rocque partage la thèse qui distingue le Pétain-bouclier d'une part et le mauvais-Vichy de l'autre. Les textes de La Rocque cités dans la biographie passionnante et bienveillante de Jacques Nobécourt¹ nous amènent à nous demander si le PSF ne se serait pas satisfait de Vichy s'il n'y avait eu les Allemands et la politique de collaboration ? Question complexe qui renvoie à nouveau à celle de la nature du PSF². Enfin, ainsi que le suggère son dernier biographe, il ne faut pas sous-estimer le sentiment de déférence – qui n'est jamais allé jusqu'à la révérence –, qu'inspire un maréchal de France à un lieutenant-colonel³.

On sait que François de La Rocque, anti-allemand, anima un réseau de renseignement jusqu'à son arrestation le 9 mars 1943. Arrivé inopinément chez le colonel au moment de son arrestation, Pierre de Léotard est arrêté et maintenu en prison à Fresnes. Libéré le 19 mars 1944, il attend le retour de captivité du colonel de La Rocque. "J'étais moralement lié à son sort", écrit-il. C'est donc par loyauté et fidélité qu'il refuse de suivre Edmond Barrachin au Parti Républicain de la Liberté qui a été fondé en décembre 1944 par des modérés et d'anciens PSF qui avaient été résistants ou qui ne s'étaient pas

1. Jacques Nobécourt, *Le colonel de La Rocque, 1885-1946, ou les pièges du nationalisme chrétien*, Paris, Fayard, 1996, 1194 p.

2. Il n'est pas possible ici de traiter en quelques lignes de cette question à la fois centrale et décentrée au regard de cette présentation. Notons simplement que l'attitude du mouvement Croix de Feu le 6 février 1934 est invoquée par certains auteurs pour conclure à la nature non "fasciste", au sens générique du terme, du mouvement, mais l'attitude du colonel de La Rocque à l'égard de la Révolution nationale est invoquée par d'autres pour conclure en sens inverse. Il y a moins de contradictions qu'il n'y paraît si on veut bien analyser cette question sous un angle différent qui est celui de l'analyse des possibles par les acteurs à un moment donné.

3. Voir par exemple la lettre de François de La Rocque au général de Gaulle au sujet de la condamnation à mort de Pétain, citée par Jacques Nobécourt, *Le colonel de La Rocque, ..., op. cit.*, p. 945. La Réconciliation Française garde cette déférence à l'égard de la personne et de la mémoire de Pétain. Dans le contexte de l'après-guerre elle demeure discrète, d'autant que l'appartenance au RGR exige de ne pas choquer certains de ses partenaires. Cependant, à l'approche des élections législatives de 1951, la tentation est grande de s'afficher plus clairement pour se distinguer des associations de défense de la mémoire de Pétain. Une note non datée de J. Brumeaux à A. Portier nous apprend que la RF envisageait d'imprimer une affiche sur Pétain pour rappeler l'antériorité de la défense de Pétain par la RF tout en se démarquant de la collaboration. J. Brumeaux écrit : " Je pense donc que notre devoir est de rechercher l'apaisement par la justice, la justice dans l'apaisement, mais de ne rien faire qui puisse avoir même l'apparence d'une campagne partisane". Aussi, est-il opposé à l'affiche et à toute campagne en faveur de la révision du procès.

compromis avec Vichy. Pourtant, l'analyse qu'il fait de la situation politique n'est guère éloignée de celle de son ancien patron. Le PSF n'avait pas résisté au choc de la seconde guerre mondiale. Barrachin maintenait son ambition de rassemblement des droites dans une organisation structurée et orientée vers la conquête électorale. Quoique convaincu de la justesse de l'analyse, Léotard reste avec une poignée de fidèles aux côtés du colonel de La Rocque de retour en France, mais maintenu en captivité à la caserne des Coches à Versailles. La dislocation du PSF, l'éloignement des uns, la compromission des autres avec Vichy et l'occupant accélère la relève autour du "Patron". Pierre de Léotard est alors avec André Portier, Jean Brumeaux et Jean de Mierry l'artisan de la fondation du Parti républicain et social de la Réconciliation Française (RF) en août 1945, ultime avatar du PSF¹. Le lecteur suivra avec Pierre de Léotard les négociations qui débouchèrent sur l'adhésion de la RF au Rassemblement des Gauches Républicaines. Directeur politique de la RF, rédacteur en chef de son journal, *Le Flambeau*, depuis 1947, Pierre de Léotard est délégué à la propagande du RGR. Il rapporte, dans ses souvenirs, que lors d'une des premières réunions publiques qui a suivi l'entrée de la RF au RGR, un buste de Marianne a été emprunté au Cercle républicain. Faut-il y voir le symbole du ralliement consommé du mouvement PSF à la République ?...

Fonction : député

L'attachement de Pierre de Léotard à la cause PSF aurait pu compromettre sa fortune électorale et le marginaliser à jamais si la remontée des droites n'avait été visible dès 1948. Il est le leader d'un petit mouvement politique qui revendiquait deux lustres en arrière un million de sympathisants. En dépit de leur disparition par déhiscence, certains d'entre eux pouvaient être

1. Le 10 août 1945, le colonel de La Rocque fait parvenir à Pierre de Léotard la note que voici : "Etant bien décidé à ne jamais briguer de ma vie le suffrage d'un seul de mes contemporains je suis, par égoïsme, complètement " bouché " en ce qui concerne les cuisines électorales et leurs méthodes. En conséquence, je demande respectueusement à notre éminent spécialiste, M. le Vidame de Léotard, de me faire avant son départ un petit tableau aussi facile à comprendre que possible (pour les imbéciles) du mécanisme des élections telles qu'elles vont être pratiquées : cantonales et législatives. Ce petit topo devra ajouter la manière de s'en servir en ce qui concerne le referendum : sur cette base, nous voterons pour (au départ et comme génitrice de l'Assemblée constituante) une Chambre entrant dans le cadre de la constitution de 1875... Ceci comportant élection d'un Sénat. Soyez bon pour ceux qui n'y pigent rien ! "

Cette courte note en dit long sur l'estime dans lequel le colonel de La Rocque tenait l'élection et ses capacités à comprendre la politique électorale quand bien même il avait fait du PSF un parti qui avait vocation à arriver au pouvoir par le truchement des élections. Cette attitude, justifiée par la volonté de ne devoir rien à personne, explique les tensions qui ont existé au sein du PSF. Cette note éclaire aussi l'attitude de de La Rocque à l'égard du référendum du 21 octobre 1945. La RF a appelé à voter non, moins pour conserver la 3e République, que pour respecter la procédure de révision des lois constitutionnelles de 1875. Le précédent du 10 juillet 1940 a-t-il ici pesé ? La Rocque voulait-il être plus "légaliste" que de Gaulle ? Ce n'est pas impossible. On notera aussi l'affectueuse dérision avec laquelle il s'adresse à Léotard.

sensibles à la présence de candidats de la RF sur les listes électorales. Ainsi, Pierre de Léotard, toujours à la recherche d'un mandat de parlementaire, se retrouva-t-il aux élections législatives de 1951, dans la deuxième circonscription de la Seine, en deuxième position derrière le docteur Bernard Lafay, conseiller de la République.

La deuxième circonscription associe les 1er, 2e, 8e, 16e, 17e et 18e arrondissements de Paris. En 1946, ont été élus trois communistes, un socialiste (Daniel Mayer), trois républicains populaires, deux modérés (Joseph Denais et Robert Betolaud), l'UDSR gaulliste René Capitant et le radical Paul Bastid. Le 10 novembre 1946, les listes du RGR et du PRL avaient obtenu respectivement 11 et 21% des suffrages exprimés. Cinq ans plus tard, l'enjeu des élections consiste à résister à la poussée du RPF et à attirer sur la liste RGR une partie de l'électorat de droite en mordant sur les listes MRP et du Centre national des Indépendants et Paysans. Paul Bastid et Bernard Lafay se sont donc disputés la présence de Pierre de Léotard pour élargir leur dispositif sur leur droite. Pierre de Léotard raconte comment son désir d'être élu le fait abandonner Paul Bastid pour Bernard Lafay à l'assise électorale supérieure. Sa liste associe donc radicaux et membres de la Réconciliation française. Ces derniers à l'exception de René Marchand, ancien conseiller municipal, sont plus souvent présentés sous l'étiquette RGR ou comme responsables d'associations de classes moyennes ou de défense du petit commerce. La profession de foi est nettement orientée à droite : "liquidation du dirigisme", condamnation des "formes politiques du syndicalisme", maintien de " la présence de la France partout où elle a apporté l'essentiel de sa civilisation" sont avec l'unité de l'Europe contre le communisme et la défense de l'école privée les éléments saillants¹. Au soir du 17 juin, la liste Lafay-Léotard arrive en troisième position derrière le RPF et fait jeu égal avec la liste communiste, 19,2% contre 19,3%. Paul Bastid avec 1,5% des suffrages exprimés est battu ainsi que Robert Betolaud². Bernard Lafay s'affirme comme l'un des hommes forts de la droite parisienne. Pierre de Léotard attache sa fortune électorale à cet homme.

Enfin élu député, Pierre de Léotard demande son apparentement au groupe radical au titre du RGR. Ce n'est pas sans ironie qu'il retrace dans ses souvenirs quelques-unes des réunions du groupe qui associent désormais radicaux laïques et anticléricaux, néo-radicaux³ et hommes de droite. Sa présence à la commission de l'Éducation nationale est à cet égard un excellent poste d'observation. Elle lui offre aussi l'opportunité de s'intéresser aux Beaux-

1. Voir le Barodet de 1951.

2. Voir Ministère de l'Intérieur, *Les élections législatives du 17 juin 1951*, Paris, La Documentation française, 1953.

3. Il faut entendre ici par néo-radicaux les radicaux pour lesquels la défense du libéralisme économique l'emporte sur celle de la laïcité. Voir le RGR, voir *infra*.

Arts qui lui sont rattachés et plus particulièrement au cinéma¹. Si René Pleven avait été investi président du Conseil en 1957 ou 1958, il aurait pu être appelé au secrétariat d'État aux Beaux-Arts, couronnement de sa carrière politique. Pierre de Léotard choisit aussi de siéger à la commission de la presse, dans l'espoir de faire rendre justice au colonel de La Rocque. *Le Petit Journal*, organe du PSF, avait été interdit à la Libération et ses biens séquestrés. Ainsi que nous le verrons à la lumière de ses souvenirs², Pierre de Léotard dépose le 16 février 1952 une proposition de loi qui vise à abroger le texte de 1946 sur la dévolution des biens de presse et à permettre aux anciens propriétaires non condamnés de rentrer en possession de leurs biens. Il passe alors pour le porte-parole de la presse interdite.

Le 2 janvier 1956, Pierre de Léotard est à nouveau candidat sur la liste de Bernard Lafay qui revendique le parrainage d'Antoine Pinay et d'Edgar Faure contre le Front Républicain appelé "Front populaire" et pour la défense de l'Afrique du nord³. Réélu, il est nommé secrétaire de l'Assemblée nationale. Campé sur des positions de défense de l'Algérie française, Pierre de Léotard approuve le retour au pouvoir du général de Gaulle mais est battu aux élections législatives de 1958⁴.

La traversée du désert

Pierre de Léotard était parvenu à satisfaire l'une de ses ambitions de jeunesse, siéger au Palais Bourbon. Nous avons montré avec quelle application, au milieu des difficultés de toute nature, il s'était patiemment formé à l'exercice du métier politique et conformé aux contraintes de l'exercice. L'avènement de la 5e République met un terme à sa carrière politique, non pas qu'il renonce à toute activité politique, mais il n'est pas parvenu à satisfaire aux nouvelles règles du jeu.

Sa défaite électorale en 1958 exige une réorientation professionnelle qui s'est révélée plus difficile que prévue⁵. Il travaille dans une entreprise puis retrouve le journalisme. Il prend en charge le courrier des lecteurs de *L'Express* jusqu'à ce qu'il cesse toute activité professionnelle. Pour autant, la passion politique ne le lâche pas. Il continue à rédiger deux lettres confidentielles *Notes*

1. Pierre de Léotard dépose plusieurs amendements et plusieurs demandes d'intervention sur le projet de loi relatif au fonds de développement de l'industrie cinématographique en 1953.

2. Voir notes [257 p. 243].

3. Voir Barodet 1956.

4. Dans une lettre en date du 4 septembre 1958, Pierre de Léotard demande à Alain de Serigny, qu'il remercie de l'envoi de son livre, de le faire inviter en Algérie par Salan ou Massu. Cette demande apparemment n'a pas eu de suite. Fonds PdL.

5. Témoignage de Jacqueline de Léotard.

d'actualité politique et *Études et réformes*¹. Comme partisan de l'Algérie française, il anime une association d'aide aux rapatriés : le Mouvement d'entr'aide et de solidarité pour les Français d'outre-mer. Alors que la situation matérielle de sa famille est très difficile, il accueille chez à lui à Paris, durant plusieurs mois, des Français d'Algérie. Aux élections législatives de 1962 et de 1967, il se présente à Clamart² puis dans le 16e arrondissement de Paris. C'est un double échec : le temps est passé. Seul, sans le soutien d'un parti puissant, il ne peut espérer l'emporter³. Il travaille quelque temps pour le groupe des Républicains indépendants mais Valéry Giscard d'Estaing écarte les notables modérés au profit d'une nouvelle génération. Mme Jacqueline de Léotard se rappelle que son mari en a conservé un certain ressentiment. Le soir de l'annonce de l'élection de François Mitterrand à l'Élysée en 1981, elle et son mari se sont spontanément levés pour s'embraser de joie. Revanche sur Giscard d'Estaing ? Peut-être. Mais François Mitterrand ne fut-il pas un temps des leurs ?

Si Pierre de Léotard avait achevé ses souvenirs, peut-être aurait-il terminé par une citation des Mémoires de Guizot qu'il destinait à l'introduction de son livre⁴ :

" J'ai beaucoup aimé la vie politique ; je m'y suis adonné avec ardeur ; j'ai fait, sans compter, les sacrifices et les efforts qu'elle m'a demandés ; mais elle a toujours été loin, bien loin de me suffire. Non que je me plaigne de ces épreuves : beaucoup d'hommes publics ont parlé avec amertume des mécomptes qu'ils avaient éprouvés, des revers qu'ils avaient subis, des rigueurs du sort et de l'ingratitude des hommes. Je n'ai rien de semblable à dire, car je n'ai connu de tels sentiments : quelque violemment que j'ai été atteint je n'ai pas trouvé les hommes plus aveugles ou plus ingrats, ni ma destinée politique plus rude que je ne m'y attendais ; elle avait eu ses grandes joies ; elle a eu ses grandes tristesses ; c'est la loi de l'humanité".

Note sur le manuscrit

Pierre de Léotard a écrit ses souvenirs dans les dernières années de sa vie. A l'origine, Pierre de Léotard, encouragé par sa famille, avait formé le projet d'écrire des mémoires, mais la maladie de Parkinson lui interdit de poursuivre.

1. Les *Notes d'actualité politique* de la Réconciliation française ont été publiées de 1948 à 1962 et les *Études et réformes* (bi-mensuel) de 1956 à 1967.

2. En 1962, Pierre de Léotard est candidat d'union nationale et de défense républicaine dans la 54e circonscription de la Seine. Il est soutenu par le Centre républicain de Bernard Lafay et le Parti libéral européen de Jean-Paul David.

3. Mme de Léotard se rappelle que toute la famille était mobilisée pour la campagne de son mari. Elle avait reçu la mission de visiter les institutions religieuses. L'un de ses fils collait les affiches avec certains de ses camarades, dont Alain Madelin.

4. François Guizot, *Mémoires*, tome III, chapitre XVI.

Après son décès, sa femme, Mme Jacqueline de Léotard, fit taper le manuscrit et nous remit un exemplaire du document broché. Elle accepta l'idée d'une publication dans une revue scientifique. Qu'elle trouve ici l'assurance de notre gratitude. Elle répondit, sans jamais se lasser, à nos nombreuses questions et accepta avec une totale libéralité que nous consultations, sans réserve, les papiers de Pierre de Léotard, archives en cours de classement et destinés à un fonds d'archives public¹. Nous remercions aussi M. Gilles de La Rocque qui nous a autorisé à consulter les archives de son père, le colonel de La Rocque.

Le texte de Pierre de Léotard est accompagné de notes écrites par nos soins pour éclairer les allusions, présenter les principaux protagonistes ou rapprocher certaines analyses de textes conservés dans ses papiers. L'orthographe de certains noms propres a été rétablie. Enfin, en accord avec Mme de Léotard, quelques lignes qui pouvaient être lues comme mettant en cause l'honnêteté d'un de ses contemporains ont été supprimées. La dernière partie sur les voyages d'un parlementaire, moins directement centrée sur le sujet de ce dossier, a été conservée.

1. En 1990, nous avons rencontré Pierre de Léotard dans le cadre de la préparation d'une thèse sur l'UDSR. Il nous avait alors autorisé à consulter une partie de ses archives.

PIERRE DE LÉOTARD



rend compte de son mandat

- Pour une France meilleure et mieux gouvernée,
- Pour plus de justice dans l'exercice de l'autorité,
- Pour une V^{me} République d'ordre et de progrès social.

ELU pour la première fois le 17 juin 1951, par 80.826 voix, comme second de la liste du D^r Bernard Lafay; réélu le 2 janvier 1956, par 88.878 voix, comme député du 2^e secteur de la Seine, qui comprenait les 1^{er}, 2^e, 8^e, 9^e, 16^e, 17^e et 18^e arrondissements, Pierre de Léotard a rempli son mandat dans un esprit d'exact loyalisme aux engagements pris et avec le souci majeur de demeurer au seul service de l'intérêt général.

Toutes les grandes questions relatives à *la place de la France dans le monde*, à son rôle dans l'Europe nouvelle, à ses rapports avec les territoires d'outre-mer, à la pacification de l'Algérie, à la réforme des institutions ont retenu son attention vigilante.

Les problèmes d'ordre social et économique, l'élévation du niveau de vie, *le scandale des mal-logés et celui des subventions abusives*, le gaspillage des deniers publics au profit de quelques privilégiés du « système » ont fait l'objet de multiples interventions à l'Assemblée et dans la presse.

Sous le signe de l'indépendance, du courage et de l'efficacité

Pierre de Léotard n'a cessé de militer pour l'avènement d'un régime d'ordre et d'autorité.

Les Français veulent être gouvernés. Ils veulent que leur sécurité soit assurée, en même temps que leurs libertés seront garanties. *Puisse la V^e République tenir cette promesse :*

Un État fort ; Un Peuple libre ; Une Jeunesse confiante

*Profession de foi de Pierre de Léotard
(élections législatives de 1958)*